France/Afrique : les limites de la diplomatie publique

Partager sur

11 septembre, 2022

Note

Leslie Varenne

Le terme de « *diplomatie publique* » associé à l'USIA, l'agence de l'information des États-Unis est apparu en Amérique pendant la guerre froide. Cette expression est restée inusitée en France, jusqu'à la nomination en octobre 2020 d'un envoyé spécial pour la diplomatie publique en Afrique. Il faut dire que pendant longtemps, le pays a vécu sur ses « *beaux restes* », et n'avait pas besoin d'un monsieur propagande 2.0 pour soutenir sa politique étrangère et promouvoir ses intérêts nationaux. Son réseau de diplomates envié partout de par le vaste monde faisait le travail, sa culture, son histoire, faisait le reste. Las, le Quai d'Orsay n'est plus ce qu'il était, faute de moyens mais aussi de vision et de volonté politique. En outre, sous Emmanuel Macron, la politique étrangère a été presque entièrement phagocytée par l'Elysée avec ses conseillers et envoyés spéciaux. Le dernier coup de grâce donné au « *rayonnement de la diplomatie française* » a été porté par un décret du Président de la République en avril 2022 qui a supprimé le corps diplomatique.

Miniver

Plus besoin donc d'« *Excellences* » mais de grands communicants, ainsi en a décidé le chef de l'État. Lors de son discours devant les ambassadeurs, le 1er septembre dernier, il leur a demandé d'être beaucoup plus « *mobilisés sur les réseaux sociaux* », pour contrecarrer « *attaques* » et « *manipulations* » de la propagande russe, chinoise ou turque en Afrique. De plus, sous l'impulsion du chef d'Etat-major le général Burkhard, pour qui « *il est indispensable de développer nos capacités d'influence pour gagner la guerre avant la guerre* » le Quai d'Orsay s'apprête à créer une sous-direction veille et stratégie. Ce nouveau département doit permettre de renforcer les moyens de la diplomatie française dans la « *guerre informationnelle* », puisque sur ce front-là, comme dans d'autres, virus, énergie, la nation est soi-disant en guerre.

Mais qui est l'ennemi ? Et à moins de créer, comme dans 1984 d'Orwell, un ministère de la vérité, partir au combat sans arme politique, comme l'a montré le conflit au Sahel, c'est prendre le risque de le perdre. Car le nœud du problème est bien là : la communication à ses limites, surtout quand on n'a rien à dire.

Le contre-exemple tchadien

Les manifestants accompagnent au tribunal le leader des Transformateurs, Succès Masra

Le nouveau plan de bataille concocté à l'Elysée en coopération avec la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a bu la tasse dès sa mise en application. Les ambassadeurs et leurs conseillers ont tous reçu la consigne de répondre à toutes les attaques sur les réseaux sociaux et dans les médias. La nouvelle ambassadrice pour la diplomatie publique, Anne Sophie Avé, ex-ambassadrice de France au Ghana, était déjà à son poste sur twitter, lorsque Ndjamena a vécu un moment historique.

L'opposant Succès Masra refuse de participer au Dialogue national inclusif et souverain (DNIS). Une sorte de « *conseil national de la refondation* » chargé de légitimer la junte militaire, et de gagner du temps afin de prolonger Mahamat Déby, fils du maréchal Déby, au pouvoir. Ce samedi 9 septembre, le chef du parti des Transformateurs était, pour d'obscures raisons, convoqué au tribunal. Il décide de s'y rendre à pied accompagné de quelques-uns de ses partisans. Très vite des milliers de personnes rejoignent spontanément le cortège, ce qui de mémoire de Tchadien ne s'était jamais produit dans la capitale. Dépassé, le pouvoir tire sur la foule à balles réelles, selon Succès Masra, et envoie les gaz lacrymogènes. L'opposant se retranche alors dans le QG de son parti très vite assiégé par les forces de sécurité et appelle le Secrétaire général des Nations Unies à l'aide. La même scène s'était produite dix jours plus tôt lors d'une manifestation interdite.

Comme aucun Tchadien, ni aucun Africain, qui suit la politique de la région, n'ignore le soutien de

Paris à Mahamat Déby, qu'Emmanuel Macron a adoubé dès sa prise de pouvoir anticonstitutionnelle, la France est accusée sur les réseaux sociaux de soutenir un régime liberticide et brutal.

Que fait la nouvelle l'ambassadrice de la diplomatie publique en Afrique ? Elle reste silencieuse sur le sujet. Le Quai d'Orsay ? Il se tait. Le dernier tweet de l'ambassade de France date du 26 août dans lequel il salue l'ouverture du dialogue national en ces termes : « *Il s'agit d'une étape majeure pour la transition tchadienne, en vue de définir un nouveau contrat social au bénéfice de tous les Tchadiens* ». Le nouveau contrat social attendra…

Qu'aurait dû faire la diplomatie publique dans ce cas de figure ? La France en guerre informationnelle était attaquée, elle devait réagir. Oui mais, elle soutient le dialogue national. Et les valeurs, la démocratie, les droits de l'homme, la justice, toussa, toussa ? Oui mais, elle ne s'ingère pas dans les affaires intérieures des Etats et Succès Masra n'est ni pro-russe, ni antifrançais….

Cette posture n'est pas tenable. Elle est le fondement même du rejet de la politique française en Afrique avec ses doubles standards, sa duplicité, ses incohérences. Tous les ambassadeurs convertis en combattants du clavier ne changeront rien. En face, ce ne sont pas des fermes de trolls russes ou chinoises, mais le désespoir d'une population : « *En gros, on n'a pas le droit de rêver d'un Tchad nouveau… Soit on meurt, soit on reste un pays en sous-développement* . » résume une jeune tchadienne.

Jours pas tranquilles à Niamey

La même situation pourrait se produire au Niger. Le premier qui a essuyé les plâtres de la diplomatie publique en France, Sylvain Itté, remplacé par Anne-Sophie Avé, vient d'être nommé ambassadeur dans ce pays. Au cours des deux dernières années, il a ferraillé virtuellement avec les panafricanistes de la toile, notamment sur le réseau LinkedIn. Ses messages et commentaires recevaient systématiquement des tomberaux de tomates et il y répondait en des termes assez peu diplomatiques. Il n'est pas certain que son séjour à Niamey soit plus serein.

En août, un mouvement composé d'associations de la société civile nommé M62 est créé pour demander le départ de la force Barkhane du Niger. Une manifestation était prévue le 17 août mais elle a été interdite par le pouvoir, la coalition a donc décidé de lancer une pétition en ligne.

Interrogé par l'IVERIS pour savoir qui était derrière le M62, et pourquoi ce dernier ne demandait que le départ des militaires français alors que beaucoup d'autres forces étrangères sont sur le territoire, (USA, Allemagne, Italie) un homme politique nigérien, soutien de cette initiative, répond : « *parce que les autres ne se sont pas ingérés dans notre politique intérieure.* » Il poursuit « *tout ce qui peut fédérer les forces contre le régime est bon à prendre. Le président Mohamed Bazoum représente le rejet de la France.* » Puis, il rappelle le soutien sans faille qu'Emmanuel Macron et Jean-Yves le Drian ont apporté au président nigérien lors de la campagne électorale de 2021 en parlant de scrutin « *de référence pour l'Afrique* » et « d*e démocratie exemplaire.* »

Une opposition remuante n'est-elle pas le signe d'une démocratie vivante ? Les opposants qui demandent le départ de Barkhane sont-ils tous stipendiés par Moscou ? Sont-ils des ennemis à traiter dans le cadre de la guerre informationnelle ?

Question d'images

Dans les relations internationales, la propagande et les coups tordus ont existé de tous les temps, ces derniers sont du registre des services de renseignement, pas de la diplomatie publique, qui comme son nom l'indique est publique. Si les réseaux sociaux sont un outil supplémentaire, ils sont aussi un thermomètre, le casser ne fera pas descendre la fièvre. Le rejet de la politique française en Afrique, qui n'est pas nouveau, l'IVERIS alertait sur le sujet en 2017 , a de multiples ressorts, eux aussi largement décryptés.

Mais depuis quelques années, le portrait que la France renvoie d'elle-même a encore alourdi le [illegible] enceints, font halluciner les Africains. Ils se demandent parfois si les Européens ne vivent pas dans un asile psychiatrique à ciel ouvert. A ce titre, la nomination d'ici la fin de l'année d'un ambassadeur LGBTQ n'est pas de nature à les rassurer. Sans oublier certains épisodes comme celui de la crise sanitaire où la 7ème puissance du monde se montrait en tenue d'Adam et Eve, sans masque ni respirateur.

Partager sur

Ce n'est pas en sortant la carabine à tirer dans les coins pour taper ici et là sur une icône de la toile que la France fera à nouveau rêver. En prime, il y a pire que les fermes de troll et les activistes du clavier : l'indifférence. Si vu de Paris, les derniers voyages d'Emmanuel Macron au Cameroun et en

Algérie ont donné l'impression d'être des événements pour les pays concernés, la majorité des citoyens de ces États n'y a pas prêté attention. Lutter contre l'indifférence, sacré défi, un ministère peut-être ?

Leslie Varenne

Tags:

france; afrique

© Copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.

Mentions légales